

Libye et pétrole

Publié par Charles Millon · 14 avril 2014, 13:52

La Libye, malgré des apparences de consolidation, a emprunté la mauvaise pente du séparatisme clanique et de l'islamisme.

Aujourd'hui, il paraît évident que dans la galaxie complexe des tribus, ce sont les islamistes les plus redoutables qui s'emparent du pouvoir.

Un pouvoir qu'ils comptent fortifier grâce aux revenus des hydrocarbures.

Mais une islamisation violente qui pourrait déstabiliser encore plus un Sahel déjà fragilisé.

En Libye, presque 3 ans après le déclenchement de la rébellion qui a abouti, avec l'aide conséquente des forces occidentales, à la chute de Mouammar Kadhafi, rien n'est terminé.

Tout commence, en réalité, et c'est dans le chaos, plus ou moins organisé.

La Libye est historiquement la réunion de trois grandes régions, la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan, que la première constitution, en 1951, organisait d'ailleurs de manière fédérale, très décentralisée.

C'est précisément la découverte des gigantesques champs d'hydrocarbures qui amena moins de quinze ans après à une réorganisation centralisée du pays, avec Tripoli comme capitale dominante.

Le jeu rusé de Kadhafi après sa prise de pouvoirs et pendant plus de quarante ans, parvint à ménager les diverses susceptibilités régionales ou tribales - par la force aussi quand il le fallait.

Or, l'anarchie a commencé à se manifester dès le début des hostilités, entre les trois grandes régions et aussi à l'intérieur d'elles.

En Tripolitaine, on trouve s'opposant les milices de Misrata - l'origine de la rébellion -, les Berbères du djebel Nefusa, les citadins de Tripoli et les Warfalla de Bani Walid.

En Cyrénaïque, les islamistes de Darna combattent les sénouso-soufi de

Benghazi. Dans le Fezzan, les Toubous noirs se rebellent contre les arabes Ouled-Slimane...

La mosaïque est donc à la fois ethnique, géographique, mais aussi religieuse dans le sens que l'application de l'islam est très différente d'une communauté à l'autre.

Tout ceci constitue donc une situation explosive que la chute du Guide a rendu centrifuge.

Le combat pour le contrôle des ressources en hydrocarbures rajoute à la férocité des rapports.

Le gouvernement officiel, issu du Conseil national de Transition, ne dirige plus rien.

On dit qu'à peine un tiers de Tripoli est sous contrôle, et encore grâce à l'appui de la milice locale.

Selon une loi adoptée le 5 mai 2013 au Conseil National Général (CNG), et sous la pression de centaines de miliciens qui faisaient le blocus des ministères de la Justice et des Affaires étrangères, ont été exclus de la vie politique ceux qui occupèrent des responsabilités entre l'arrivée au pouvoir de Kadhafi en 1969 et sa chute, en octobre 2011.

Anciens ministres, ambassadeurs, représentants de comités populaires, officiers de sécurité intérieure, journalistes, syndicalistes étudiants, doyens de faculté : le spectre est extrêmement large et concernerait 500 000 personnes.

Le texte exclut d'office Mohamed el-Megaryef, actuel président du CNG et ancien ambassadeur en Inde, qui prit la tête de l'opposition dès 1980, fondant le Front national pour le salut de la Libye (FNSL, aujourd'hui Jabha).

Autre victime désignée, Mahmoud Jibril, le Premier ministre de la révolution, coupable d'avoir été l'un des conseillers économiques d'un gouvernement qu'il contribua plus tard à faire tomber.

Au moins quatre ministres du gouvernement d'Ali Zeidan et une quinzaine de députés tombent eux aussi sous le coup de la loi. Projet réformiste de Seif el-Islam Kaddafi, le fils du « Guide ». Résultat : il ne reste plus personne... hormis les islamistes.

Car c'est eux, et l'emprise grandissante des milices proches des salafistes, que sert cette épuration.

Ces thuwars (« révolutionnaires ») réclamaient la démission d'Ali Zeidan, le Premier ministre, qui, réticent à employer la force, temporisait.

Quoiqu'ils aient troqué leurs treillis contre des complets-vestons, les nouveaux maîtres de la Libye ne sont pas des tendres.

Abdelhakim Belhadj, gouverneur de Tripoli, ancien djihadiste, vise désormais le pouvoir avec son nouveau parti, le Hezb-el-Watan, décrit comme de tendance « salafiste nationaliste ».

Abdelkarim el-Hasadi, l'émir de Derna, à l'est du pays, admire lui les talibans et justifie la lapidation des femmes.

Le grand mufti Sadiq al-Gariani interdit de son côté aux femmes libyennes d'épouses des étrangers.

Le voile recouvre désormais tous les visages féminins du pays.

Pendant que ces hommes, forts de leurs milices surarmées, prospèrent et préparent l'avenir, sombre, du pays, dans le sud, notamment aux environs de la passe Salvador que personne ne surveille, les djihadistes vaquent à leurs occupations, c'est-à-dire aux attentats.

A côté des deux attentats-suicides d'Agadez, la grande ville nigérienne du Nord désertique, et d'Arlit, sur un site d'uranium d'Areva, les islamistes préparaient aussi une attaque depuis le Sud libyen contre le Tchad, selon le président nigérien Mahamadou Issoufou.

Ce qui confirme les pires craintes du président tchadien Idriss Déby qui disait prévoir une « somalisation » de la Libye.

Nul doute qu'elle est en train d'advenir et qu'elle joue en sus sur du velours grâce aux ressources en pétrole et en gaz dont est pourvu le pays.

Une fois que les dirigeants tribaux et religieux auront réussi à se mettre d'accord - si c'est possible - sur l'exploitation de ces richesses et leur redistribution, la Libye n'aura qu'à suivre le chemin des monarchies pétrolières du Golfe, comme le

Qatar et l'Arabie saoudite dont l'application littérale et violente de la charia n'émeut personne dans le reste du monde.

Car aujourd'hui, la seule chose qui paraît fonctionner dans le pays, c'est la production de pétrole et de gaz, qui a retrouvé très rapidement de production d'avant la révolution.

Même si se sont produites des grèves ici ou là, la population qui vit en grande majorité sur ces revenus, a vite compris quel parti elle pouvait en tirer.

Et des groupes pétroliers occidentaux comme le français Total qui comptait investir 130 millions de dollars en 2013 (environ 100 millions d'euros) dans l'exploration de gaz en Libye, ne semblaient pas trouvés à redire à cette situation oscillant entre anarchie et répression islamiste.

Alors que l'on s'achemine peut-être vers un ordre violent sous la double bannière du pétrole et de l'islamisme salafiste, ce sont les voisins africains de la Libye qui tremblent le plus.

Ainsi, la tension monte de plus en plus entre la Libye et le Niger : la première accuse le second de complaisances avec les travailleurs clandestins, généralement refoulés vers Niamey, et encore de refuser d'extrader Saada Kadhafi.

Le second accuse la Libye d'être un nid de terroristes. A peine écarté le danger du Mali, la grande guerre internationale semble sur le point de se rallumer dans le même Sahel, mais plus à l'est.

Charles Millon



Le retour de Charles Millon

Le retour de Charles Millon

Par : valeursactuelles.com

Come-back. Ex-ministre de la Défense et ex-député UDF, **Charles Millon** fait un discret retour sur la scène politique.

Le 7 mars, il soutiendra une liste UMP-CNIP à Bourg-de-Péage (Drôme) lors d'une réunion publique, aux côtés du député UMP du cru **Patrick Labaune**, membre de la Droite populaire. D'autres réunions sont programmées.

Charles Millon : l'Europe ne doit pas rompre les liens avec la Russie

Charles Millon : l'Europe ne doit pas rompre les liens avec la Russie

Par Charles Millon

▪ Publié le 07/03/2014 à 20:49



FIGAROVOX - L'ancien ministre de la Défense, Charles Millon, analyse la crise Ukrainienne. Il y voit une chance pour que l'Europe développe une diplomatie enfin autonome.

Nous sommes en 14, mais de quel siècle? Face à l'affaire ukrainienne, on peut s'interroger: s'agit-il du XXème ou du XXIème? En effet, en 1914 l'Europe s'embrasait par un subtil et pervers jeu d'alliance à la suite d'une sombre affaire balkanique et se déclarait à elle-même cette première guerre qui avant d'être mondiale fut une dramatique guerre civile, dont le résultat fut l'effondrement des grandes puissances européennes, la perte de leur influence et de leur rayonnement, et l'émergence de l'imperium illimité des Etats-Unis. Aujourd'hui, c'est avec cette Russie dont l'histoire politique et culturelle, civile et religieuse témoigne de l'intégration dans la civilisation européenne que le Vieux continent menace de rompre des liens séculaires, par aveuglement ou par ineptie géopolitique. Il est de la responsabilité des grands dirigeants du monde européen d'y réfléchir à deux fois avant que de s'aligner uniment sur les positions de l'ONU et des Etats-Unis. L'histoire ne pardonne pas deux fois la même erreur - si tant est d'ailleurs qu'elle nous ait pardonné la première.

Les raisons de la crise ukrainienne touchent bien entendu aux difficultés de maturation d'une identité propre à un peuple, mais aussi à notre incapacité à nous mettre autour d'une table avec la puissance russe pour discuter diplomatiquement, sans recourir aux moulinets de bras du grand frère

américain.

Le premier devoir des Européens, s'ils veulent exister en tant que puissance, est le discernement. Quel est aujourd'hui l'ennemi, celui qui menace intrinsèquement la stabilité, l'équilibre, l'harmonie et à terme l'existence de l'Europe, ce continent aux racines judéo-chrétiennes et à la double personnalité orientale et occidentale? Certainement pas les Russes ou Vladimir Poutine: aujourd'hui, l'ennemi de l'Europe, c'est évidemment d'abord l'islamisme radical dans son expression politique, démographique et surtout terroriste. Et sous un angle économique et civilisationnel, l'Inde ou la Chine dont la volonté d'expansion ne nous fera pas de quartier. Continuer à se battre sur le mauvais terrain, à jouer dans une pièce d'ombres en fabriquant du mélodrame là où il n'a pas lieu d'être, c'est assurément se donner les moyens de tout perdre à la fin. Les raisons de la crise ukrainienne touchent bien entendu aux difficultés de maturation d'une identité propre à un peuple, mais aussi à notre incapacité à nous mettre autour d'une table avec la puissance russe pour discuter diplomatiquement, sans recourir aux moulinets de bras du grand frère américain.

L'Europe a beaucoup à partager avec son voisin russe, ne serait-ce qu'au point de vue de l'héritage culturel, religieux, littéraire et artistique qui nous est commun.

Le second devoir des Européens, en conséquence, consiste à se doter de politiques étrangères et de défense coordonnées et autonomes. Je me souviens de l'efficacité que démontra, autant d'ailleurs pour les Américains que pour les Européens, la Force de Réaction Rapide exclusivement européenne dont je supervisai la création en 1995 en tant que ministre de la défense lors de la guerre de Bosnie. Echafaudée presque ex nihilo et vouée à une mission particulière, elle découvrit à la face du monde la puissance des Européens lorsque, unis, ils se donnent un but à atteindre. Les institutions européennes actuelles restent pendantes sur les questions de politique étrangère et de défense. Chacun tire à hue et à dia, et manifestement, les intérêts immédiats de l'Allemagne ou de certains pays d'Europe centrale ne sont pas les mêmes que ceux de la France vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie. Est-ce une raison pour ne pas initier une politique européenne et attendre que finisse le face-à-face Poutine-Obama?

Non, l'Europe, du fait de sa proximité géographique et culturelle avec la Russie

doit enfin devenir son premier interlocuteur dans ces «marches» que sont l'Ukraine ou la Biélorussie. Le sentiment antirusse développé par certaines de nos élites, au motif que la grande nation ouralienne ne répondrait pas aux stricts critères démocratiques n'a pas sa place dans cette politique et dans ces négociations. L'Europe doit participer activement à l'élaboration d'une fédération ukrainienne, solution qui s'impose évidemment. Conférer de l'autonomie à la Crimée comme à d'autres territoires, notamment en suivant les lignes de partage des langues maternelles des populations est notre affaire, avec la Russie, bien plus que celle de l'administration de la Maison blanche. L'Europe a beaucoup à partager avec son voisin russe, ne serait-ce qu'au point de vue de l'héritage culturel, religieux, littéraire et artistique qui nous est commun.

Sans un réveil rapide et réaliste de sa politique étrangère, l'Europe se condamne à demeurer un nain à côté des puissances américaines et russes.